

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 9

Artikel: Les relations internationales vues par un grand Américain : forces et faiblesses des États-Unis selon Henry A. Kissinger
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346053>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les relations internationales vues par un grand Américain

Forces et faiblesses des Etats-Unis selon Henry A. Kissinger

On ne peut pas dire que le très brillant Henry A. Kissinger, professeur à Harvard, l'un des meilleurs analystes des relations internationales et grand diplomate, n'a pas été prophète dans son pays. De 1969 à 1975, il occupe le poste de conseiller du président des Etats-Unis pour la sécurité nationale; de 1973 à 1977, celui de secrétaire d'Etat dans l'administration Nixon, alors qu'il s'agit de désengager les Etats-Unis du «guêpier» vietnamien sans, pour autant, laisser champ libre à l'expansion communiste dans le sud-Est asiatique et renier les engagements de Kennedy et de Johnson.

■ Col Hervé de Weck

Bien que son dernier ouvrage majeur, *Diplomatie*¹, ait paru en 1994 dans sa version anglaise, en 1996 dans sa version française, il mérite que l'on prenne en compte quelques-unes des analyses d'un Américain clairvoyant. Contrairement à beaucoup de dirigeants de son pays obnubilés par une vision naïve du monde et de ses conflits, Henry Kissinger n'ignore pas les leçons de l'histoire, la géopolitique et l'importance des intérêts nationaux qui l'emportent presque toujours sur les principes généraux de la sécurité collective, comme la voyait le président Wilson, à la fin de la Première Guerre mondiale. Cette vision utopique, jointe à une confiance illimitée dans les moyens des Etats-Unis de régler les problèmes mondiaux, explique

de douloureux échecs, en particulier au Vietnam.

Les erreurs des administrations Kennedy et Johnson au Vietnam

En engageant des forces militaires au Vietnam du Sud, «l'administration Kennedy prenait pour une évidence stratégique ce qui se révéla, par la suite, un véritable cercle vicieux: la recherche simultanée de réformes politiques et d'une victoire militaire. A l'intérieur d'un vaste territoire, les guérilleros étaient en effet en mesure de déterminer le niveau d'intensité des engagements, donc celui de l'insécurité: autrement dit, à court terme, la sécurité se révélait absolument indépendante du rythme des réformes (au Vietnam du Sud).

Or, plus l'insécurité grandissait, plus le Gouvernement de Saigon risquait de faire preuve de maladresse. Et tant que Washington imputerait, même partiellement, les succès de la guérilla au retard des réformes, Hanoi pourrait manœuvrer de façon à amplifier les pressions américaines sur le Gouvernement de Saigon que les Nord-Vietnamiens cherchaient à déstabiliser. Coincé entre les idéologues fanatiques d'Hanoi et les idéalistes inexpérimentés de Washington, le gouvernement Diêm se figea dans une attitude rigide et finit par tomber.

«Même un dirigeant moins traditionnel que Diêm aurait été découragé à l'idée de construire une démocratie pluraliste en pleine guérilla, et dans une société morcelée en régions, en sectes, en clans. Toute l'entreprise américaine souffrait d'un profond manque de crédibilité,

¹ Kissinger, Henry A.: *Diplomatie*. Paris, Fayard, 1996. 861 pp. Autres titres majeurs parus en français: Pour une nouvelle politique étrangère américaine. Paris, Fayard, 1970; les quatre volumes de ses mémoires, A la Maison blanche. 1.2. Paris, Fayard, 1979 (voir compte dans la RMS,...); Les années orageuses. 1.2. Paris, Fayard, 1982 (voir compte rendu dans la RMS...).

non que les dirigeants américains aient trompé leur opinion, mais parce qu'ils se leurraient sur leurs capacités, croyant notamment pouvoir exporter sans difficultés leurs propres traditions institutionnelles. Pour l'essentiel, l'administration Kennedy appliquait des postulats wilsoniens. Tout comme Wilson avait cru pouvoir greffer sur l'Europe les notions américaines de démocratie et de diplomatie sous la forme des «quatorze points», l'administration Kennedy voulut donner aux Vietnamiens des règles foncièrement américaines pour se gouverner.»



Les leaders d'un mouvement de «libération», s'ils sont peut-être des héros, n'ont pas la fibre démocratique; ils ont enduré des années d'exil et de prison en imaginant les transformations qu'ils apporteront après s'être emparés du pouvoir; l'humilité figure rarement au nombre de leurs vertus, sinon, ils ne seraient pas des révolutionnaires. L'installation d'un gouvernement démocratique leur paraît inacceptable.

En Occident, particulièrement aux Etats-Unis, le pluralisme politique a prospéré au sein de sociétés cohérentes, dans lesquelles un fort consensus social existe depuis assez longtemps pour qu'on y tolère une opposition: on ne craint pas qu'elle mette en péril la survie de l'Etat. En revanche, lorsqu'une nation n'existe pas encore, toute opposition apparaît comme un danger compromettant son avènement, surtout quand il n'existe pas de société civile. La tentation est alors ir-

résistible d'associer opposition et trahison.

En général, un mouvement de guérilla prend pour cible les pires gouvernements aussi bien que les meilleurs. Les pires pour s'attirer la sympathie du peuple en «châtiant» des responsables corrompus ou tyranniques, les meilleurs, afin d'empêcher le gouvernement d'acquiescer à une légitimité et de décourager le service de la nation. Au Vietnam du Sud, la guérilla communiste a toujours voulu empêcher l'affermissement d'institutions stables et légitimes.

Une stratégie à deux volets a quelque chance de connaître le succès en face d'une guérilla. L'un, essentiellement défensif, vise à empêcher l'adversaire de contrôler la population. Elle exige qu'une sécurité presque totale soit garantie à une fraction assez importante de la population, afin que les gains des guérilleros dans la fraction res-

tante ne leur permettent pas d'asseoir suffisamment leur politique. Le second consiste à attaquer des cibles que les guérilleros doivent à tout prix défendre, dans le cas vietnamien les sanctuaires, les dépôts de ravitaillement et les bases des forces nord-vietnamiennes. Il s'agit par exemple d'interdire, en engageant des forces terrestres, l'accès à la piste Hô Chi Minh, par des actions de minage, l'accès aux ports nord-vietnamiens et cambodgiens qui approvisionnent les sanctuaires. Une telle stratégie aurait pu conduire à la «guerre d'usure» tant souhaitée par les Américains et obliger Hanoi à un règlement négocié.

Ce qui ne peut donner aucun résultat, en revanche, c'est la stratégie que les Etats-Unis adoptent et qui relève du mirage: garantir 100% de sécurité dans 100% du pays, et amener les guérilleros à la reddition par des opérations de ratissage. Quels que soient ses effectifs,

le corps expéditionnaire américain ne peut pas faire le poids contre un ennemi dont les lignes de ravitaillement se trouvent en dehors du Vietnam, qui possède de vastes sanctuaires et une détermination féroce. Il ne faut attendre aucun résultat d'une guerre d'usure, tant que les guérilleros peuvent choisir quand ils se battront. Les opérations aériennes contre le Vietnam du Nord, destinées à imposer une pression de plus en plus insupportable, n'aboutissent à rien, le système de transports nord-vietnamien s'avérant trop rudimentaire pour être paralysé.

L'engagement américain au Vietnam révèle de plus que «le gouvernement d'une grande puissance ressemble à ces pétroliers géants qui jaugent plusieurs centaines de milliers de tonneaux et dont le rayon de braquage s'étend sur des dizaines de miles. Ses dirigeants doivent trouver l'équilibre entre l'effet qu'ils veulent produire sur le monde extérieur et le moral de leurs bureaucraties. Il est de la responsabilité des chefs de gouvernement de fixer l'orientation de la politique, mais il incombe aux bureaucraties gouvernementales d'interpréter ce que leurs chefs ont dans l'idée. Et les chefs de gouvernement ne disposent presque jamais du temps ni du personnel requis pour surveiller la mise en œuvre quotidienne de leurs directives. L'ironie veut que cela est d'autant plus vrai que la bureaucratie est plus nombreuse et complexe. Ainsi, dans des gouvernements moins rigides que le système soviétique d'autrefois, les change-

ments politiques se font souvent à un rythme glaciaire.»

Inconscient des risques, les Etats-Unis se sont engagés au Vietnam, dans le but de porter un coup d'arrêt à ce qu'ils estiment être un complot communiste centralisé; ils échouent. Les dirigeants soviétiques en déduisent que le «rapport historique des forces» a tourné en leur faveur. Par conséquent, ils cherchent à étendre leur hégémonie au Yémen, en Angola, en Ethiopie, en Afghanistan. Et ils découvrent que les réalités géopolitiques s'appliquent autant aux sociétés communistes qu'aux sociétés capitalistes. Comme l'Union soviétique est sclérosée, son surengagement ne va pas provoquer seulement des remises en question, une catharsis, comme en Amérique, mais sa désintégration.

Les événements auraient-ils évolué de la même façon si des Etats-Unis, isolationnistes, étaient restés passifs, se contentant d'attendre que l'histoire règle le cas du communisme? Une telle attitude n'aurait-elle pas créé chez les communistes un élan, la certitude d'une victoire inéluctable, suffisants pour retarder, voire conjurer l'effondrement soviétique? La question reste posée...

Avec Richard Nixon: changements dans la politique étrangère des Etats-Unis

Nixon, qui hérite de la délicate mission de désengager son pays du «guêpier vietnamien», est le premier président des Etats-Unis à fonder sa politique

étrangère sur l'intérêt national. Tous ses prédécesseurs la faisaient reposer sur des principes moraux ou juridiques, la lutte du bien contre le mal. «Nous considérerons nos adversaires communistes, rappelle Richard Nixon dans un rapport officiel sur la politique étrangère, d'abord et avant tout comme des nations cherchant leurs propres intérêts tels qu'elles-mêmes les perçoivent, de la même façon que nous poursuivons nos propres intérêts comme nous les voyons.»

L'administration américaine, qui sent que le pays doit reprendre son souffle dans la foulée de la guerre du Vietnam, souhaite négocier avec l'Union soviétique. Celle-ci, aussi, a besoin de répit, vu ses mauvaises relations avec la Chine populaire, qui risquent de déboucher sur une guerre chaude, ce d'autant plus que Nixon et Kissinger réussissent à trouver une ouverture avec Pékin, malgré les «blessures» de la guerre de Corée durant laquelle les forces armées de Mao Tsé Toung étaient intervenues contre le corps expéditionnaire américain.

Puisque l'Union soviétique ne peut plus compter sur l'hostilité permanente entre deux des nations les plus puissantes et les plus peuplées du monde et que celles-ci commencent à coopérer, l'intransigeance de Moscou face à Washington diminue. En effet, le Kremlin doit se garder à l'Ouest face à l'OTAN, à l'Est face à la Chine. A une période où la confiance en soi de l'Union soviétique se trouve au plus haut, celle de l'Amérique est au plus bas à cause de la guerre du

Vietnam. Nixon parvient à redistribuer les cartes. Sa politique repose sur le principe que l'Union soviétique et la Chine se craignent plus qu'elles ne redoutent les Etats-Unis qui n'ont aucun intérêt à prendre position dans le conflit URSS - Chine. Lorsque les Etats-Unis sont plus proches des deux géants communistes qu'eux-mêmes ne le sont entre eux, la position de négociation de Washington en devient plus forte.

Ronald Reagan et l'« Initiative de défense stratégique » (IDS)

Moins subtil que Richard Nixon, plus marqué par le moralisme américain mais à l'unisson de son opinion publique, Ronald Reagan, grand anti-communiste, regarde l'Union soviétique comme l'« empire du mal », ce qui ne l'empêche pas de croire qu'en montrant la réalité américaine aux dirigeants soviétiques, on a des chances de les « convertir ». Lui qui ne prend pas en compte des intérêts inconciliables, il ne voit aucun conflit insoluble entre les nations. Pour atteindre ses objectifs, il ne recule pas devant une confrontation inflexible. Mettre fin à la guerre froide ne signifie pas faire des concessions unilatérales.

Ronald Reagan est le premier président d'après-guerre à prendre l'offensive, tant sur les plans idéologique que géostratégique. Il veut combattre et réduire l'expansionnisme soviétique et, simultanément, lancer un programme de réarmement qui stoppera Moscou dans sa

Reflux communiste dans les années 1990

- 1989** l'armée soviétique se retire d'Afghanistan
- 1990** fin de l'occupation vietnamienne du Cambodge
- 1990** les sandinistes du Nicaragua acceptent des élections libres
- 1991** les troupes cubaines se retirent d'Angola
- 1991** le Gouvernement communiste éthiopien s'effondre

recherche de la supériorité stratégique. Pour l'Union soviétique, la course aux armements doit devenir une source d'affaiblissement majeure. L'IDS fait partie de cette stratégie.

Les Etats-Unis doivent aider les rébellions anti-communistes à dégager leur pays de l'influence du Kremlin, même si elles ne se situent pas véritablement dans la ligne de la démocratie américaine: les moudjahidin en Afghanistan, les contras au Nicaragua, les forces anti-communistes en Ethiopie et en Angola. Dans les années 1980, Reagan fait subir à l'Union soviétique la méthode que, dans les années 1960 et 1970, elle pratiquait contre les gouvernements amis des Etats-Unis. Il faut aider l'ennemi de son ennemi, un principe que le machiavélique cardinal de Richelieu, sensible à la raison d'Etat, aurait approuvé: les Etats-Unis n'ont pas plus d'« atomes crochus avec les moudjahidin que le cardinal avec le sultan de l'Empire ottoman au XVII^e siècle ».

Si les Soviétiques peuvent rester insensibles aux appels moraux de Reagan, ils ne sauraient traiter par le mépris le

potentiel technologique de l'Amérique, ni l'impact stratégique de l'IDS. Ce programme débloque l'impasse américano-soviétique. Les Soviétiques reviennent à la table de conférence qu'ils ont quittée à propos du déploiement des missiles intermédiaires en Europe.

Dissuasion nucléaire et Partenariat pour la paix

« L'ère nucléaire transforma la stratégie en dissuasion, et la dissuasion en exercice intellectuel ésotérique. Comme on ne peut tester la dissuasion que de manière négative, par des événements qui ne se produisent pas et, puisqu'il n'est jamais possible de démontrer pourquoi quelque chose ne s'est pas produit, il devint particulièrement difficile d'évaluer si la politique que l'on mettait en oeuvre était la meilleure possible ou simplement efficace. Rien ne garantissait même l'utilité de la dissuasion, tant il était difficile de savoir si l'adversaire avait vraiment eu l'intention d'attaquer. Ces impondérables firent que les débats intérieurs et internationaux sur

les problèmes nucléaires opposèrent les sensibilités les plus diverses, depuis le pacifisme résolu jusqu'à l'intransigeance absolue, depuis le doute paralysant jusqu'à un sentiment exacerbé de puissance excessif, depuis les théories de défense les plus improbables jusqu'à des théories de contrôle des armements absolument utopiques.»

Quoi qu'il en soit de la dissuasion nucléaire et de la réduction des forces conventionnelles et stratégiques des deux super-grands, l'Union soviétique et le Pacte de Varsovie ont imposé, ce qui implique un changement fondamental de l'ordre mondial. Que va devenir l'OTAN? Avec le Partenariat pour la paix, Bill Clinton convie tous les Etats ayant succédé à l'Union soviétique et tous les anciens satellites à adhérer à un vague système de sécurité collective, une sorte d'amalgame des idées de Wilson sur la sécurité collective et de l'endiguement de Wallace.

Le Partenariat met sur le même pied les victimes de l'impérialisme soviétique et la Russie; il octroie un statut identique aux républiques d'Asie centrale et à la Pologne, victime de quatre partages auxquels la Russie a participé. Ce n'est pas une petite gare sur la voie conduisant à l'OTAN, mais une solution de rechange au traité de l'Atlantique Nord, exactement comme les accords de Locarno se substituaient à l'alliance avec la Grande-Bretagne que la France recherchait dans les années 1920. Locarno a



Henry Kissinger lors d'une visite au Vietnam.

montré qu'il n'existe pas de moyen terme entre une alliance fondée sur un objectif commun et une institution multilatérale qui repose, non pas sur la perception commune d'une menace, mais sur le fait que des conditions précises de gouvernement se trouvent remplies. Le Partenariat pour la paix risque de créer deux sortes de frontières: celles qui sont protégées par des garanties de sécurité, et celles auxquelles ces garanties ont été refusées, ce qui pourrait encourager un agresseur en puissance et démoraliser les victimes éventuelles.

Ceci à un moment où l'Allemagne s'avère si forte que les

institutions européennes ne peuvent pas, à elles seules, établir un équilibre entre elle et ses partenaires européens, où l'Europe ne peut pas, même avec l'Allemagne, gérer seule la résurgence ou la désintégration de la Russie. Le Vieux continent n'aurait pas avantage à voir l'Allemagne et la Russie se considérer l'une l'autre comme le partenaire ou l'adversaire principal. Contrairement à ce que pensent les dirigeants français, de gauche comme de droite, l'Europe a donc besoin des Etats-Unis, mais ceux-ci doivent admettre une mutation de l'Alliance atlantique.

H. W.